



L'estafette



LA DISTRIBUTION DE
L'ESTAFETTE SOUS
LES BOMBES DE L'AGRO-INDUSTRIE MONDIALE

Éditorial

Le mot « estafette » trouve ses origines dans le contexte guerrier, il s'agit autant du courrier transmis que des messagers en charge de dépêches. Ce nom a suscité quelques débats avant son adoption, son historique militaire déplaisait à certains mais sa sonorité « festive » et la menace exercée sur l'existence de l'agriculture paysanne ont eu raison de ce choix. C'est en soignant la communication que les citoyens peuvent prendre conscience des réels enjeux d'un débat et être aptes à prendre des décisions responsables. L'ignorance est à l'inverse l'outil parfait pour éviter toute opposition et pouvoir librement imposer un système totalitaire. L'estafette de TourneRêve a pour but de véhiculer l'information, rassembler et mener une lutte contre des décisions à nos yeux incohérentes et dangereuses. La place de l'agriculture et des paysans devient de plus en plus secondaire, notre alimentation, si influente sur notre santé, ne semble pas nous préoccuper davantage. L'engagement de nos gouvernements nous laisse perplexe, les exemples sont nombreux : aucun soutien de la part du Conseil Fédéral pour l'initiative sur la souveraineté alimentaire, des zones de cultures OGM prévues dans un contexte de moratoire et des négociations européennes qui ne parviennent pas à interdire l'usage du glyphosate malgré les démonstrations de la toxicité de ce produit. Les volontés du peuple sont peu entendues, d'autres priorités semblent primer. C'est donc à nous citoyens convaincus de poursuivre notre combat, de revendiquer nos droits à une politique alimentaire socialement et écologiquement durable, de rappeler que sans paysans nous n'aurons plus la nourriture saine dont l'être humain a quotidiennement besoin. Bienvenue à l'estafette et un grand merci d'avance pour ceux qui prendront la plume pour enrichir le débat !

Thomas Descombes, paysan.

Torpeur estivale

Voilà le temps, en ce début d'automne, de revenir aux « affaires » pour se pencher sur les problèmes mis en veilleuse pendant la période estivale et auxquels nous serons confrontés à plus ou moins long terme.

Trois événements méritent qu'on s'y attarde tant leurs conséquences font peser sur l'agriculture plus d'une menace sur son avenir et sa pérennité. Mais c'est la société tout entière qui se trouve concernée par les liens consanguins qui les unissent et par leur dépendance réciproque.

Tout d'abord, c'est le refus de la commission consultative agricole de valider le bien-fondé de l'Initiative sur la Souveraineté Alimentaire et d'inviter le Conseil Fédéral à la rejeter sans même un contre-projet au prétexte d'un « mauvais signal pour nos partenaires commerciaux » comme le relève notre Ministre de l'Economie Schneider Amann. Il nous donne une nouvelle leçon de rire à nous les malades de notre territoire ! Camouflet indigne et qui pousse à l'indignation par le mépris dont elle affuble une classe paysanne qui aurait mérité une autre écoute dans son agonie programmée. Le drame de l'Agriculture c'est qu'elle a de moins en moins de leviers pour décider de son destin, prise en amont par une politique fédérale aux ordres d'Economie Suisse et de son idéologie ultra-libérale et technocratique, et, en aval, en vertu de la même idéologie, elle se trouve délibérément livrée aux gémonies de l'Agro-buisness et de la Grande Distribution. Dans cet étau, seule la société peut s'interposer pour redonner sens à une profession dont toute société ne saurait se passer si elle entend garder le contrôle de son alimentation. C'est désormais aux citoyens de décider du bien-fondé de notre Initiative et à eux seuls, à nous d'en expliquer les véritables enjeux. Car ils vont bien au-delà d'une vision corporatiste agricole mais concernent l'avenir de notre alimentation, notre solidarité avec les agricultures du monde et notre responsabilité de transmettre un patrimoine culturel à nos descendants en le travaillant dans le souci d'une vision globale de notre environnement et de sa diversité naturelle.

Le deuxième mauvais signal c'est le géant Monsanto qui obtient de l'instance européenne responsable des homologations un nouveau sursis dans l'utilisation du Roundup. Le réseau sanguin de Monsanto irrigant le pouvoir à tous les échelons a eu raison des recommandations du Parlement européen demandant son retrait immédiat par les risques avérés que ce produit fait peser sur la santé humaine.

Et le troisième point relève de la menace de mettre fin en Suisse au moratoire sur les OGM pour la prochaine échéance de 2021, visant à autoriser sa culture dans des territoires délimités. La stratégie du lobby anti-OGM est très affûtée. Elle commence par débaptiser l'appellation OGM très mal perçue dans le public par la formulation édulcorée, « Nouvelles techniques de Sélection Végétale. » Avancant à petits pas bien comptés, le lobby, piloté et financé par les puissances financières de la Recherche Agronomique, auxquelles se rendent complices dans une mesure certaine la Recherche Publique, avance comme un cheval de Troie au cœur de la Cité attendant son heure pour prendre la plus large part du contrôle de la production et de notre alimentation. Tout retour en arrière ne peut être que problématique et donne le vertige quant à son caractère irréversible.

On pourrait y ajouter la menace suicidaire pour notre démocratie des négociations sur les accords TTIP et TISA avançant dans le plus grand secret des alcôves technocratiques à l'écart de toute consultation publique et visant à asservir le monde politique et les populations dont il est censé être le représentant aux intérêts des plus grandes puissances économiques.

C'est la société civile qui se trouve être dans chaque cas le dernier bastion démocratique pour préserver notre liberté d'agir et de penser l'avenir des générations futures en contrecarrant les assauts de tous ceux qui veulent notre Bien malgré nous ! Cela démontre la fragilisation de notre société et la nécessité d'une attention permanente et attentive de ce qui se trame sans que nous puissions toujours en avoir conscience. Et rendons hom-

mage à ces vigiles qui surveillent chaque mouvement des différents courants de pensées qui tourbillonnent dans le grand fleuve des activités humaines et qui, affûté de leur esprit critique tentent d'en mesurer les dangers. Il faut saluer en particulier le travail du syndicat paysan Via Campesina, fort de ses 300 millions de membres de par le monde, qui veille en permanence avec d'autres organisations, journaux, journalistes indépendants... sur les dérives de l'évolution générale de notre société. Elle mérite notre soutien au même titre qu'Uniterre, affiliée à cette grande organisation et qui tente sur nos terres d'en insuffler l'esprit de lutte. Car c'est bien de lutte dont il s'agit si nous entendons encore pouvoir

faire entendre notre voix et participer au débat général qu'il s'agit de maintenir à tout prix.

Il faut entrer en résistance pour garder cette parcelle de pouvoir et de liberté qui doit permettre de défendre toutes les ouvertures, toutes les diversités possibles autres que celles issues de la Pensée dominante et qui s'érige en carcan mortifère. Faire partie de TourneRêve comme vous l'avez simplement fait en signant un contrat, ou en soutenant tout autre projet visant à construire une autre façon de produire et de promouvoir une alimentation responsable constitue de fait un acte de résistance. Mais il faut aller plus loin

et défendre une autre façon de penser notre économie vers plus de solidarités et de partage. L'Initiative sur la Souveraineté Alimentaire doit permettre ce débat et faire avancer cette cause intrinsèquement liée à notre avenir.

Alexis Corthay, paysan à la retraite,
co-fondateur de TourneRêve

Tribunal Monsanto : vers la fin d'un monopole ?

Du 14 au 16 octobre prochain se tient à La Haye au Pays Bas le premier Tribunal Monsanto destiné à créer des bases juridiques permettant de poursuivre Monsanto, comme d'autres multinationales, en tant que coupables de délits contre la santé humaine ou contre l'intégrité de l'environnement.

Monsanto est une grande entreprise agrochimique, qui se partage avec quelques autres firmes le marché mondial des divers produits, brevets et inventions en matière de production agricole faisant appel aux produits chimiques et aux organismes génétiquement modifiés. C'est le modèle de l'agriculture industrielle qui préconise les monocultures, la déforestation, les élevages intensifs et qui est responsable d'au moins 30% des émissions mondiales de gaz à effets de serre dues à l'activité humaine (selon diverses sources de l'ONU). Monsanto promet un modèle agro-industriel qui laisse apparaître aujourd'hui des effets secondaires dramatiques en matière de santé humaine et d'écologie. Des études ont montré les effets cancérigènes, entre autres, dus à certains produits ou les problématiques de désertification des sols suite à des arrosages à outrance de substances hautement toxiques pour l'environnement. L'Organisation Mondiale de la Santé a plus d'une fois

tiré la sonnette d'alarme en observant la progression de « l'épidémie de maladies chroniques évitables ». Malgré les nombreux témoignages et études de toute part, rien ne semble aujourd'hui pouvoir freiner les activités de cette firme.

Le Tribunal Monsanto cherchera juridiquement jusqu'où les Droits Humains à l'alimentation, à la santé, à un environnement sain, ainsi que la liberté d'expression sont violés par ces multinationales. Il doit également vérifier si une accusation d'« écocide » peut être lancée.

Les enjeux pour notre agriculture paysanne, notre alimentation, notre biodiversité et notre santé sont multiples. Même si l'argument principal des partisans de cette production industrielle est l'augmentation de production alimentaire et la lutte contre la faim, nombreux sont les scientifiques qui ont prouvé l'échec d'un modèle basé sur le court terme et l'unique recherche de profit.

Rappelons le rapport rédigé en 2014 par Oliver de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation, qui soulignait l'importance, l'efficacité et la durabilité de toutes les petites structures paysannes qui atteignent les meilleurs

rendements de la terre, avec de faibles nuisances à l'environnement. Les dégâts de l'agriculture industrielle seront à court et moyen termes colossaux en matière de santé et d'écologie.

Nombreuses sont les personnalités engagées qui vont se retrouver pour constituer ce tribunal. Vous pouvez en savoir davantage sur www.monsanto tribunalf.org.



Le site contient aussi une recherche de financement participatif. Espérons que cet événement soit largement médiatisé et puisse attirer l'attention de la population sur les vices d'un système de production qui ne profite qu'à une minorité au détriment scandaleux de la grande majorité.

Thomas Descombes, paysan.

À voir !



source: <http://plainesdelecaut.be/wp-content/uploads/2016/02/les-liberterres.jpg>

Les Liberterres (82 minutes, 2015), film-documentaire de Jean-Christophe Lamy et Paul-Jean Vranken, donne la voix à quatre paysans d'Europe qui ont tourné le dos aux méthodes de l'agriculture conventionnelle.

Giuseppe Li Rosi, établi en Sicile, produit des variétés de blé anciennes biologiques. Il dénonce les manipulations génétiques du blé et les pressions de l'agro-industrie des semences en Italie. Olga Voglauer est autrichienne et vend le lait de ses vaches en filière courte. Elle refuse d'agrandir son cheptel et de dépendre des banques. André Grevisse est agriculteur et éleveur dans la partie wallonne de la Belgique. Il mène une guerre ouverte contre l'agriculture conventionnelle. Enfin, Remi Schiffeleers est chevrier en Flandre belge. Il forme des jeunes agriculteurs africains aux méthodes de l'agriculture durable et dénonce l'agriculture biologique dont les produits sont réservés à une élite occidentale.

Entre des images d'archives présentant les dérives d'une agro-industrie censée sauver le monde de la faim et de la malnutrition après les deux guerres mondiales, les histoires de ces quatre personnages s'entremêlent pour ne transmettre qu'un seul message: la nécessité d'une terre libérée.

Site officiel: <http://lesliberterres.com/> (possibilité de louer le film sur ce site pour 6.57 CHF pour une période de streaming de 48 heures).

Laureline Magnin

À lire !

Les livres de Silvia Pérez-Vitoria

« Les propositions que font les paysans vont bien au-delà d'une simple remise en cause du modèle agricole. Il s'agit d'une interrogation globale sur les sociétés dans lesquelles nous vivons. Décidément, leur riposte nous concerne tous. » *La Riposte des Paysans*



source : <http://alimentationgenerale.fr/alim/wp-content/uploads/2014/06/Riposte-paysans-copie.jpg>

Silvia Pérez-Vitoria porte de nombreuses casquettes. Économiste, sociologue et documentariste française, elle a créé plusieurs documentaires sur les questions agricoles et paysannes dans le monde, est collaboratrice pour les journaux l'Écologiste et le Monde Diplomatique, et est l'auteur de plusieurs livres sur la question. Elle a notamment publié trois livres qui se suivent: *Les paysans sont de retour* (2005), *La Riposte des paysans* (2010), et *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan* (2015).

Dans son premier livre, *Les paysans sont de retour*, qui a reçu plusieurs prix et a été traduit en plusieurs langues, elle traite des conditions dans lesquelles a été programmé la disparition de la paysannerie et les moyens utilisés par cette dernière pour survivre. Le retour des paysans doit se comprendre comme un plaidoyer pour

un monde paysan basé sur l'auto-subsistance et se positionnant contre l'emprise de l'agro-industrie avec ses pesticides, monocultures, OGMs et mécanisation de l'agriculture. La thèse de l'auteure est que les paysans, par leurs luttes, constituent de ce fait une chance pour nos sociétés. Elle y présente également les différents mouvements paysans dont elle s'est rapprochée, notamment Via Campesina ou le Mouvement des sans terres au Brésil.

Dans son deuxième livre, *La Riposte des paysans*, Silvia Pérez-Vitoria traite des luttes paysannes et des rapports de force en présence. Pour l'auteure, la riposte des paysans est un renforcement des mouvements et des initiatives paysannes dans le monde qui agissent comme force motrice de transformations sociales dans un monde où l'agro-industrie montre ses limites (crises alimentaires en 2007-2008, impacts environnementaux et sociaux).

Enfin, dans son dernier livre, *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*, l'auteure veut montrer l'urgence de choix de sociétés passant par la nécessité de redonner une place centrale aux paysans et paysannes, dans un monde secoué par des crises successives,

- *Les paysans sont de retour*, Arles, France, Actes Sud, coll. « Essais sciences humaines et politiques - Questions de société », 2005, 1^e éd., 272 p.

- *La Riposte des paysans*, Arles, France, Actes Sud, coll. « Essais sciences humaines et politiques - Questions de société », 2010, 304 p.

- *Manifeste pour un XXI^e siècle paysan*, Arles, France, Actes Sud, coll. « Essais », 2015, 192 p.

Laureline Magnin

« L'agriculture sert à nourrir l'Homme »

L'estafette de TourneRêve
N°2 - Automne 2016



LANDECY - Reto Cadotsch, fondateur des jardins de Cocagne, de l'affaire Tournerêve et des cueillettes de Landecy, s'explique sur l'agriculture urbaine et saisit cette occasion pour mettre en avant ces autres projets.

Pour vous, qu'est ce que l'agriculture urbaine ?

« D'un point de vue géographique, on peut distinguer une agriculture en ville et une agriculture à la campagne. La loi sur l'agriculture est fédérale et elle ne concerne que les terrains agricoles situés en dehors des zones constructibles. Elle ne s'applique pas aux terrains en ville. Donc on n'a pas les mêmes droits en ville, que sur les terrains à la campagne et de ce point de vue il y a une différence entre une agriculture urbaine et l'agriculture.

Mais si on parle de l'agriculture comme une entité qui nourrit l'homme, ce qui devrait être le cas, il n'y a pas de différence à faire entre une agriculture en ville et une agriculture à la campagne.

Il est plus intéressant de différencier l'agriculture d'après d'autres critères que urbaines ou non-urbaines. Par exemple nous pouvons distinguer une agriculture industrielle d'une agriculture paysanne. Une agriculture dépendante des industries qui fournissent les intrants (engrais, produits phytosanitaires, semences) et des grands distributeurs qui achètent les produits aux prix du marché mondial ou une agriculture indépendante qui produit ses propres semences et ses fertilisants et qui travaille pour des clients proches avec lesquels les prix sont directement négociables. Nous pouvons également distinguer différents modes de productions, la culture biologique, la production intégrée etc. Vous pouvez trouver ces différentes agricultures aussi bien en ville qu'à la campagne, la mention « urbaine » ne vous apporte rien à ce sujet.

Si vous vous intéressez à la mission principale de l'agriculture, donc à la production de la nourriture, il faut définir qui, dans quelles conditions où et comment devront produire cette nourriture. Les acteurs sont

forcément répartis entre une multitude de fermes, artisans transformateurs etc. dont certains peuvent être situés en ville.

Cette approche globale nous permet mieux de donner un rôle spécifique aux acteurs agricoles urbains. Les activités agricoles en milieu urbain prennent du sens si elles deviennent des maillons dans des chaînes alimentaires courtes et créent ainsi des liens avec des fermiers plus éloignés. Dans ce cas l'agriculture urbaine fait partie intégrante de l'agriculture tout court et les distinctions qui décrivent les modes de production, les buts ou la philosophie sont bien plus intéressants que la distinction géographique.

L'expression agriculture urbaine est malheureusement devenue une mode. Il y a quinze ans, dès que des fleurs et arbustes étaient remplacées par des légumes, les urbanistes se sentaient devenir paysans. Certes, aujourd'hui ils sont devenus plus exigeants. Et des surfaces de plus en plus importantes sont réservées aux jardins potagers, vergers etc. Toutes ces initiatives sont très salutaires et souvent leur ampleur mérite largement la dénomination agricole. Ce qui me gêne, c'est de créer une agriculture urbaine à part, une agriculture qui ne fait pas vraiment partie de l'agriculture et qui se pose des questions trop limitées uniquement liées à son environnement urbanistique. Elle réfléchit à l'animation qu'elle peut initier autour du jardinage, des mini-élevages éducatifs, du rôle de vitrine pour la vente de produits agricoles régionaux, etc.

Le monde des bâtisseurs de nos villes devrait participer au débat plus fondamental sur la question ou, comment, par qui et dans quelles conditions sont produits les aliments des citoyens. Quel rôle joue l'agriculture dans la chaîne alimentaire ? Ou sont les terrains qui nourrissent les

habitants de nos futurs quartiers. A Genève, au Brésil, en Italie, ou en Inde ? Ou sont conditionnés et transformés ces aliments ? Dans une démocratie peut-on abandonner ces décisions à l'industrie et la grande distribution ? Ma réponse est non.

L'agriculture n'est pas seulement une affaire de paysans, son rôle principal est la production de notre nourriture et le soin de la vie des sols et ces deux aspects nous concernent tous. L'organisation de l'alimentation dans sa globalité est responsable de l'émission de plus de 50% des gaz à effets de serre, et s'est bien plus que l'isolation des bâtiments ou l'ensemble du secteur des transports. L'origine de cette pollution est essentiellement due aux méthodes industrielles de la production, à l'industrie de transformation et de distribution, aux chaînes d'approvisionnement toujours plus longues.

D'un point de vue écologique et d'un point de vue de la santé publique la question de l'alimentation doit donc devenir un secteur entier de la politique des urbanistes et en tant que secteur alimentaire elle doit intégrer le débat sur la politique agricole. L'avantage de considérer l'agriculture urbaine comme une partie intégrante de l'agriculture nous permet d'élargir sa mission. Au lieu de limiter sa fonction à l'occupation des espaces, à l'animation des activités agricoles en ville, à l'apport d'un peu d'air au milieu des immeubles elle pourrait promouvoir des liens avec l'agriculture qui produit réellement la nourriture de tous les citoyens.

Elle pourrait faciliter les circuits courts en multipliant les lieux de stockage des aliments dans les immeubles, dans les quartiers etc. Demander qu'on construise une laiterie, une boulangerie, et une boucherie-charcuterie chaque fois qu'une nouvelle école est planifiée. Mettre à disposition, dans chaque quartier des lieux de vente accessibles économiquement pour des groupes de producteurs de la région.

Participer à la création d'installation de transformation artisanale permettant à un groupe de producteurs de fournir des pâtes, flocons de céréales, jus, conserves etc. pour un quartier à des prix raisonnables sans dépendre de la grande distribution et des aléas du marché mondial. Recréer dans chaque quartier des centres villageois autour de l'alimentation à la place des mégas-centres d'achat aux abords des villes.

Dans le nouveau éco-quartier des vergers à Meyrin nous essayons de promouvoir une politique qui va dans ce sens. C'est compliqué. Nous avons d'abord créé un groupe qui coordonne toutes les actions du quartier concernant l'alimentation, le COTA. Ensuite plusieurs coopératives ont vu le jour.

Une pour gérer et entretenir toutes les espaces entre les immeubles avec des vergers, différents jardins potagers participatifs, un maraîcher, l'entretien des surfaces minérales, le compostage etc.... Un supermarché paysan participatif sous forme d'une coopérative qui va être géré par les habitants et des paysans participatifs qui cultivent pour ce magasin à l'exté-

rieur du quartier. On a réservé un espace pour un boulanger, un espace pour un boucher, et un espace pour un fromager. Le but étant d'avoir tous les acteurs des différentes filières indépendants de la grande distribution autour d'une table et de pouvoir discuter leur fonctionnement avec les habitants du quartier qui mangent ces aliments. En travaillant directement avec des producteurs de lait, des producteurs de viande, les producteurs de céréales et d'huiles, des producteurs de fruits et de légumes, le boulanger, le boucher, le laitier, et le supermarché autogéré, nous pouvons commencer à choisir un système d'alimentation que nous voulons pour notre quartier, indépendant d'une économie imposée par l'industrie. Toute cette démarche a été possible grâce à une volonté politique de la commune de Meyrin d'impliquer les futurs habitants dans la gestion de leur quartier et de mettre presque la moitié de la surface du quartier à la disposition de plusieurs coopératives participatives. Pour le moment c'est les membres de ces coopératives qui portent ces initiatives du quartier. En parenthèse ce dernier a adopté le surnom « Mehr als Essen ».

Dans sa publication « voisinage et communs » p.m. (membre du groupe Neustart Schweiz) propose un modèle urbain de 500 à 800 habitants qui organise son alimentation en lien direct avec une ferme de 80 hectares à l'extérieur de la ville, tout en exploitant également les terrains à l'intérieur du quartier.

La grande difficulté de la mise en place d'un tel modèle, est de trouver des fermes d'une taille et d'une organisation adaptées à la production des besoins d'un quartier. Il faut être capable d'accueillir des citoyens et de vivre des relations plus étroites avec ces derniers que les relations liées à la vente et à l'achat des produits. La plupart des fermes sont aujourd'hui déjà trop grandes et trop spécialisées pour envisager un fonctionnement de ce type. Depuis 1950 environ, la politique agricole a suivi le modèle d'une agriculture industrielle. Aujourd'hui, elle a les mains liées à cette industrie et sans le soutien et sans une collaboration très étroite avec les citoyens, elle ne peut plus se libérer de cette emprise technique et financière. Par contre, si les mangeurs et les producteurs recréent des liens et s'organisent di-

Les détournements de l'Estafette

Pacte de Démantèlement de l'Agriculture Paysanne



Johann Schneider-Ammann
Président de la Confédération

Hugh Grant
Président-Directeur de Monsanto

Martin Schulz
Président du Parlement européen

rectement ensemble, un retour très rapide vers une souveraineté alimentaire est possible comme le montre les différents projets de l'agriculture contractuelles de proximité à Genève.

Un exemple : les cueillettes de Landecy. Sur un ensemble d'un terrain d'un hectare et demi, un jardinier cultive env. 100m² de fruits et de légumes pour chacune des 70 familles membres. Ces dernières viennent récolter leurs salades, légumes, petits fruits quand ils ont le temps suivant des indications précises qu'ils trouvent sur un tableau noir au jardin ou sur le site de l'association. Les membres paient 810 Fr. par an, et c'est moins cher qu'un parking en ville. Ces cotisations couvrent les frais de production et le salaire du jardinier.

Sur seulement 3,5% des terrains agricoles genevois, on pourrait installer théoriquement 200 projets du type pour environ 100

ménages chaque fois. Cela donnerait à 10% de la population genevoise la possibilité de recréer un lien avec l'agriculture, des liens directs entre la fourche et la fourchette. Une véritable tornade culturelle.

Un grand blocage pour réaliser une telle utopie est le problème de l'accès à la terre. Pour les jeunes apprentis ou étudiants, il est devenu très difficile de trouver un propriétaire qui leur permet de s'installer comme jardinier ou comme paysan.

Mais avec une volonté affirmative de la part des responsables politiques, soutenue par les urbanistes, il serait certainement possible de convaincre certains propriétaires de mettre leurs terres agricoles à disposition de projets alimentaires qui produisent une nourriture adaptée aux choix des citoyens d'un quartier.

L'agriculture urbaine peut devenir un

maillon très intéressant dans la chaîne alimentaire. Mais pour prendre cette responsabilité il faut qu'elle s'intéresse à l'agriculture dans sa globalité. Pour mériter la dénomination « agricole » chaque fois, l'agriculture urbaine ne peut se limiter à promouvoir des jardins ou des vergers entre les immeubles ou créer des vitrines de vente de produits locaux. Elle doit participer au choix des systèmes alimentaires, identifier toutes les interactions entre l'agriculture et l'architecture, promouvoir une agriculture au service de l'architecture et une architecture au service de l'agriculture.

Melisande Rebillet
& Harmony Bourrachot

Le Brunch TourneRêve du 1er août 2016



« Merci » avons-nous pu entendre à souhait lors de cette belle journée de fête nationale, qui a été pour nous la fête de TourneRêve. Nous avons organisé ce jour là, le premier brunch TourneRêve à la Ferme de la Touvière dans la commune de Meinier.

180 personnes ont participé à cette journée ensoleillée, 20 paysans et aidants pour organiser le tout : pain, tresses, crêpes, quiches, confitures, œufs, croûtes au fromages, bircher, fruits, jus, sirops, vin, la liste n'est de loin pas finie. Et la quasi totalité vient de TourneRêve et de ses fermes ! La preuve qu'on peut consommer local, sain, éthique et pour un prix raisonnable a été faite. Le succès fût total.

Les gens présents ne faisaient pas tous

partis de TourneRêve, loin s'en faut, cela nous a permis de faire une jolie pub à ce système unique, distribuer l'Estafette n°1, faire passer un message fort sur l'alimentation et le rôle de l'agriculture.

Il y avait aussi au programme pour les enfants un furieux carrousel à vélos inventé et construit par l'équipe de Péclet 13 (notamment Lorédan de la Touvière) et un espace de jeu dans la grange. Et pour les plus grands, le spectacle « Le Cœur au

bord des lèvres », de la OUPS Compagnie dans la salle de la Petite Touvière nous a rempli d'émotions chavirantes.

Merci et Bravo à toutEs les participantEs, les organisatrices. A l'année prochaine ?

Grégoire Czech, chevrier à la Touvière



DATES DES DISTRIBUTIONS DES PANIERS TOURNERÊVE

Du 3 au 6 novembre 2016, 1ère moitié et
du 1er au 4 décembre 2ème moitié.

ALTERNATIBA

24 SEPTEMBRE - Plaine de Plainpalais Genève

Cette année encore les associations du réseau d'Alternatiba se réunissent sur la plaine pendant la journée du 24 sept.

Plus d'info sur le site web : <http://www.alternatibaleman.org>

Première Fête des Chèvres de la Touvière



Des chants, des danses, une visite, de la soupe, du pain, du fromage et des chèvres! un samedi fin novembre, des infos bientôt sur www.touviere.ch

Avis de recherche: Journaliste en herbe ou confirmé, participez au journal!

Ce journal ne se veut pas seulement le porte-parole des paysans de TourneRêve mais également des consommateurs et toutes autres personnes intéressées par ces thématiques. Le journal va paraître trois fois par année, alors n'hésitez pas à envoyer vos articles, dessins, caricatures, courrier des lecteurs et j'en passe à contact@tourneve.ch

Impressum

L'Affaire TourneRêve, CP 2578
1211 Genève 2
077 417 04 24
www.tourneve.ch

Responsable du journal:
Association Affaire TourneRêve,
contact@tourneve.ch

Imprimerie:
Etablissements Publics pour l'Intégration (EPI), 10 ch. de la Palantrie, 1252 Meinier

ENSACHAGES DES OIGNONS SAMEDI 29 OCTOBRE de 9h00 à 12h00

La Ferme de Fémé et la Ferme des Verpillères vous invitent à l'ensachage des oignons à la Ferme des Verpillères au 137 ch des Princes 1244 Choulex.
Annoncez si possible votre participation par sms au 076/204.86.76.
Bienvenus à tous, petits et grands, une occasion de se rencontrer...

LETTRE OUVERTE ET MANIF LE 8 OCTOBRE À BERNE CONTRE TTIP, TISA & CO.

SEMIS CITOYEN DE TOURNERÊVE «Semons ensemble ce qui nourrira demain» DIMANCHE 9 OCTOBRE à 10h00



Pour tout âge, accès libre, venez ensemer un champ de blé à la volée pour effectuer ensemble un geste ancestral qui fait naître la vie et nourrit l'humanité. Un pas de plus pour notre souveraineté alimentaire.

Lieux-dit « Les Râpes », commune 1252 Meinier, Chemin La Vy-La Tour (fléchage depuis giratoire de Meinier). Accès TPG Bus A arrêt « Meinier-Pralys » puis fléchage 10min à pied.

Organisation : TourneRêve et Ferme des Verpillères, Thomas et Antoine Descombes 078/842.83.50 En cas de mauvais temps info la veille ou le matin même sur www.affairetourneve.ch